

L'événement

de l'ingénuité américaine. Laisser filer ce dossier revenait à accepter qu'un jour, l'Amérique se retrouve face à un Iran nucléaire. Si le régime des mollahs tombe : tant mieux. S'il perdure mais consent à renoncer au nucléaire, Trump s'en accommodera, comme il s'est accommodé de la chute de Maduro au Venezuela. Son altruisme s'arrête aux intérêts directs de son pays. Il aura rétabli la crédibilité américaine sans risquer un bourbier à l'irakienne.

Course contre la montre

Car Trump est un dirigeant plus lisible qu'il n'y paraît. Depuis son entrée en politique en 2015, son instinct a toujours consisté à identifier des combats symboliques qui, une fois gagnés, restaureraient la souveraineté et la puissance américaines, les deux matrices de sa doctrine. Hier, il promettait aussi de « s'occuper » de Cuba. Mais une autre horloge tourne. Dans moins de huit mois auront lieu les élections de mi-mandat. À Washington, peu de stratèges républicains se font des illusions : la Chambre des représentants devrait repasser très facilement aux mains des démocrates. L'objectif prioritaire est désormais de préserver le Sénat, où la majorité reste fragile. Trump en est parfaitement conscient.

En privé, ses conseillers réfléchissent déjà à « l'après-midterms », à cette présidence potentiellement entravée par un Congrès hostile, capable d'engager une troisième procédure de destitution. Trump s'imagine continuer à gouverner par décrets. L'idée de devoir composer avec des démocrates qui veulent sa peau le révolte. Autant accélérer la marche triomphale sur tous les fronts simultanément. Comme s'il jouait moins contre ses adversaires que contre le temps. ●

ALEXANDRE MENDEL



ASTRID GROLLAND/AGENCE PHOTO

Alain Bauer

“Il agit de manière plus rationnelle qu'on ne le pense”

CHAOS La guerre contre l'Iran bouleverse l'équilibre de la région et révèle de nouvelles lignes de fracture

INTERVIEW

La guerre menée par les États-Unis et Israël à l'Iran peut-elle dégénérer en conflit plus large ?

Il s'agit effectivement d'un conflit par paliers dont les éléments d'extension ou d'expansion ont été longuement analysés depuis la guerre dite « des douze jours » menée en juin 2025. Le conflit avait opposé Israël et son allié américain à l'Iran et à ses proxys (Hezbollah libanais, Hamas palestinien, Houthis yéménites), et avait été interrompu à la demande du président Trump, qui avait ouvert un espace à la négociation. Désormais, le conflit s'est étendu à tous les pays du golfe Persique (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats, Oman, Qatar), au Liban, aux eaux internationales proches du Sri Lanka, à Chypre et jusqu'à l'espace aérien turc. Si les défenses aériennes, notamment émiraties, semblent bien résister, les attaques iraniennes contre les bases militaires se sont étendues aux centres de raffinage ou d'exploitation pétrolière en Arabie saoudite, et gazéifière au Qatar. Le conflit est donc aussi bien militaire qu'économique.

Les buts de guerre de Trump et Netanyahu sont-ils identiques ?

Dans un premier temps, la logique de désarmement de l'Iran voulue par les États-Unis et celle d'effondrement du régime souhaitée par Israël suivent des parcours parallèles et cohérents. La destruction des appareils militaires, des gardiens de la révolution et des infrastructures du régime est parfaitement coordonnée et doit aboutir à un affaiblissement suffisant pour obtenir le désarmement partiel de l'Iran (missiles et drones) et la restitution ou la dilution de ses stocks d'uranium fortement enrichi. Au-delà, il y a une divergence entre la posture américaine – qui souhaiterait une solution à la vénézuélienne en évitant le chaos d'une désagrégation du pays – et celle voulue par Israël, qui souhaite la disparition du régime et une révolution profonde – au risque du chaos mais sur un modèle qui s'appuierait aussi sur

les minorités nationales présentes (Azéris et Kurdes, notamment).

Un changement de régime est-il possible en l'absence d'opération terrestre de grande ampleur ?

Contrairement à une idée répandue, la question est moins celle d'une lourde opération terrestre – hors missions des forces spéciales sur des objectifs essentiels – que la capacité à impulser un soutien local qui peut permettre, en plus des opérations aéronavales, de renverser un régime. Une invasion n'est pas indispensable si l'on dispose d'une opposition interne puissante, si possible armée. Les précédents vietnamien, afghan ou irakien restent très sensibles aux États-Unis et les options terrestres semblent reléguées en bas de liste, sans être totalement interdites. La vengeance de l'humiliation subie en 1979 durant l'affaire des otages de l'ambassade américaine à Téhéran peut bousculer les précautions d'usage.

La Chine ne peut-elle pas se permettre de perdre le pétrole iranien ?

Trump serait-il devenu un « faucon » ?

Donald Trump agit souvent de manière bien plus rationnelle qu'on ne le pense. Il dispose d'une stratégie à long terme relativement cohérente et de choix tactiques très souples, qu'on peut d'ailleurs visualiser en direct, avec un emballage de ses positions qui vise à se concilier en même temps les isolationnistes et les tenants de la revanche, les partisans d'« America First » et les pro-israéliens. Cette ligne de crête est complexe à tenir et la communication de son administration est parfois brouillonne, tant il est difficile de s'adapter aux évolutions des positions du président américain. Il dispose encore d'une courte majorité dans son électoral Maga, or celle-ci s'effritera ou s'effondrera en fonction des pertes américaines durant le conflit en cours. Mais l'opinion

est versatile et la maîtrise de la télé réalité politique par Donald Trump lui laisse encore une importante marge de manœuvre.

La Chine et la Russie, partenaires stratégiques de l'Iran, peuvent-elles avoir une quelconque influence dans ce conflit ?

La Russie est hors jeu. L'Inde regarde de loin. La Turquie, qui tente de réinventer l'Empire ottoman, n'a pas encore véritablement pris position. Seule la Chine, puissance impériale qui se réaffirme et se remilitarise, souligne à la fois sa présence – une flottille est directement présente dans le Golfe, y compris sur son plus puissant bâtiment de renseignement, le *Liaowang-1* – et son soutien en réarmant l'Iran et en lui fournissant du carburant pour ses missiles, des moyens anti-aériens, des équipements radars et du renseignement. La Chine, égale des États-Unis en moyens militaires modernes, notamment en drones, est passée de spectatrice prudente à actrice déterminée, tout en évitant de s'engager directement dans le conflit. Malgré ses investissements immenses en matière d'énergies nucléaires ou alternatives, elle ne peut se permettre de perdre à la fois le Venezuela et l'Iran comme fournisseurs de pétrole.

Et les Européens dans tout cela ? Sont-ils marginalisés ?

L'Europe est un marché, pas une puissance. Elle est ignorée, divisée, donc marginalisée. Seule la France, du fait de ses accords assez contraignants avec les Émirats (surtout Abou Dabi), serait en mesure, voire en obligation d'intervenir. L'étrange communisme franco-germano-britannique indiquant vouloir frapper les missiles iraniens « à la source » a laissé planer un doute sur une opération en territoire iranien. Les Britanniques ont rapidement rétrogradé en soulignant qu'ils ne fourniraient que l'accès à leurs bases. Les Allemands n'ont rien précisé. La posture française reste floue, même si la défense des Émirats pourrait pousser à aller au-delà de la simple interception des missiles en vol.

Quelles conséquences ce conflit aura-t-il sur le commerce international ? Le blocage du détroit d'Ormuz peut-il s'éterniser ?

Le blocage actuel est plus dû à la prudence extrême des armateurs et des assureurs qu'à la capacité iranienne de le bloquer. La flotte iranienne lourde est largement détruite, il reste des dizaines de petits bâtiments, des vedettes rapides notamment, capables d'opérations kamikazes, et surtout des navires qui peuvent frapper des navires et provoquer une perturbation du trafic. L'organisation de colonnes de pétroliers, méthaniers et porte-conteneurs, sur un modèle déjà connu durant la Seconde Guerre mondiale ou contre la piraterie, pourrait partiellement résoudre le problème. Mais l'étroitesse du détroit et la possibilité d'un ralentissement des échanges, alors qu'entre les deux tiers et la totalité des exportations d'hydrocarbures des monarchies du Golfe y transitent, constituent probablement le principal risque du conflit.

La déstabilisation du Moyen-Orient peut-elle avoir des conséquences sur la sécurité intérieure des pays européens ?

L'Iran n'a jamais caché ses capacités d'utilisation directe ou indirecte du terrorisme, y compris par le recrutement d'opérateurs criminels ou de « terroristes à gages », souvent très jeunes et capables d'opérations de disruption ou de manipulation, d'attentats ciblés ou de terrorisme de masse. Ce risque est très sérieux et largement pris en compte par les autorités publiques dans toute l'Europe et aux États-Unis. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR VICTOR LEFEBVRE



CHINE, LA REVANCHE DE L'EMPIRE
LA FIN DE L'OCCIDENT ?
ALAIN BAUER
FAYARD
304 PAGES
22,90 EUROS



MANDEL NGAN/VAP